

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

ACTE D'ENGAGEMENT (AE)

Acheteur

ÉTAT – Ministère Chargé des Transports
Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est (DIR CE)

ET

Région Auvergne-Rhône-Alpes – Hôtel de Région – 101 cours Charlemagne – CS 20033
69269 LYON CEDEX 02 – SIRET 200 053 767 00014

Objet du marché

Entretien et réparation des dispositifs de retenue du réseau de la DIRCE

Groupement de commande

ÉTAT – Ministère Chargé des Transports
Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est (DIR CE)
et
Région Auvergne Rhône Alpes

Le coordonnateur du groupement est : Ministère Chargé des Transports
Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est (DIR CE)

Lot

N° : 2 : SREX LYON

Marché sur appel d'offres ouvert, passé en application des articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1, R.2124-2 du CCP. Le présent marché intervient dans le cadre du groupement de commande mis en place entre la DIRCE, la DIRM et la Région Auvergne-Rhône-Alpes suite à l'expérimentation 3DS qui a débuté le 1^{er} janvier 2025.

<i>Date du marché</i>	(Réservé pour la mention d'exemplaire unique du marché)
<i>Numéro d'EJ du contrat</i>	
<i>Code CPV principal</i>	
45233139	
<i>Minimum - Maximum</i>	
Minimum TTC : Pas de minimum	
Maximum TTC : 16 200 000 €	
État : 83 % Région : 17 %	
<i>Imputation</i>	

ACTE D'ENGAGEMENT (AE)

Représentant de l'Acheteur (RA)

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Centre Est, par délégation de Mme la Préfète coordonnatrice des itinéraires routiers (arrêté préfectoral en vigueur) et par délégation en vigueur de Monsieur de Président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes

Personne habilitée à donner les renseignements (prévus aux articles R2191-59 à 62 du CCP)

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Centre Est

Ordonnateur

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Centre Est par délégation en vigueur de Madame la Préfète Coordinatrice des Itinéraires Routiers
Et Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Centre-Est, par délégation en vigueur de Monsieur le Président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Comptable public assignataire

Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques d'Auvergne Rhône-Alpes
et
Le comptable public de la Région Auvergne-Rhône-Alpes pour la Région Auvergne-Rhône-Alpes – Centre des Finances publiques – Paierie régionale 15, rue Paul Montrochet – 69 002 LYON

Il est rappelé que le terme de « marché public » désigne un marché ou un accord cadre conformément aux articles L 1111 et L1112 du Code de la Commande Publique.

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître d'ouvrage".

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. CONTRACTANT(S)☐ **Je soussigné,**

Nom et prénom :												
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :												
Domicilié à :												
Tel. :					Fax :							
Courriel :												
N° d'identité SIRET du siège social :												
N° d'identité SIRET de l'établissement qui effectuera les prestations :												
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)												
Au capital de :												
Ayant son siège à :												
Adresse de l'établissement chargé de la réalisation des prestations :												
Tel. :					Fax :							
Courriel :												
N° d'identité d'établissement (SIRET) :												
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :												

☐ **Nous soussignés,**

Cotraitant 1 (Le mandataire du groupement)												
Nom et prénom :												
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :												
Domicilié à :												
Tel. :					Fax :							
Courriel :												
N° d'identité SIRET du siège social :												
N° d'identité SIRET de l'établissement qui effectuera												

les prestations :																	
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)																	
Au capital de :																	
Ayant son siège à :																	
Adresse de l'établissement chargé de la réalisation des prestations :																	
Tel. :									Fax :								
Courriel :																	
N° d'identité d'établissement (SIRET) :																	
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :																	

Cotraitant 2

Nom et prénom :

☐ **Agissant en mon nom personnel** ou **sous le nom de :**

Domicilié à :

Tel. :

Fax :

Courriel :

N° d'identité

SIRET du

siège social :

N° d'identité

SIRET de

l'établissement

qui effectuera

les prestations

:

☐ **Agissant pour le nom et le compte de la Société :** (intitulé complet et forme juridique de la société)

Au capital de :

Ayant son siège à :

Adresse de l'établissement
chargé de la réalisation des
prestations :

Tel. :

Fax :

Courriel :

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

N° d'inscription ☐ au répertoire des métiers **ou** ☐ au registre du commerce et des sociétés :**Cotraitant 3**

Nom et prénom :

☐ **Agissant en mon nom personnel** ou **sous le nom de :**

Domicilié à :

Tel. :

Fax :

Courriel :

N° d'identité

SIRET du

siège social :

N° d'identité

SIRET de

l'établissement

qui effectuera

les prestations

:

☐ **Agissant pour le nom et le compte de la Société :** (intitulé complet et forme juridique de la société)

Au capital de :	
Ayant son siège à :	
Adresse de l'établissement chargé de la réalisation des prestations :	
Tel. :	Fax :
Courriel :	
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :	

Cotraitant

Nom et prénom :

☐ **Agissant en mon nom personnel** ou **sous le nom de :**

Domicilié à :

Tel. :

Fax :

Courriel :

N° d'identité

SIRET du

siège social :

N° d'identité

SIRET de

l'établissement

qui effectuera

les prestations

:

☐ **Agissant pour le nom et le compte de la Société :** (intitulé complet et forme juridique de la société)

Au capital de :

Ayant son siège à :

Adresse de l'établissement
chargé de la réalisation des
prestations :

Tel. :

Fax :

Courriel :

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

N° d'inscription ☐ au répertoire des métiers **ou** ☐ au registre du commerce et des sociétés :**Cotraitant**

Nom et prénom :

☐ **Agissant en mon nom personnel** ou **sous le nom de :**

Domicilié à :

Tel. :

Fax :

Courriel :

N° d'identité

SIRET du

siège social :

N° d'identité

SIRET de

l'établissement

qui effectuera

les prestations

:

☐ **Agissant pour le nom et le compte de la Société :** (intitulé complet et forme juridique de la société)

Au capital de :	
Ayant son siège à :	
Adresse de l'établissement chargé de la réalisation des prestations :	
Tel. :	Fax :
Courriel :	
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :	

après avoir :

- pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) N° DIRCE-SPE-DR-2026 et des documents qui y sont mentionnés ;
- produit les documents et renseignements visés aux articles R.2143-3 et R.2143-4 du CCP ;

- ☐ **m'engage** sans réserve, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ainsi que les attestations visées aux articles 1-6.1, 1-6.2 et 1-6.3 du CCAP et, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations **du lot désigné en page 1** du présent acte d'engagement dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne **me** lie toutefois que si l'attribution est effectuée dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée en page 2 du CCAP.

- ☐ **nous engageons** sans réserve, en tant que cotraitants **groupés solidaires**, représentés par :

mandataire du groupement, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ainsi que les attestations visées aux articles 1-6.1, 1-6.2 et 1-6.3 du CCAP et, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations **du lot désigné en page 1** du présent acte d'engagement dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne **nous** lie toutefois que si l'attribution est effectuée dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée en page 2 du CCAP.

- ☐ **nous engageons** sans réserve, en tant que cotraitants **groupés conjoints**, représentés par :

mandataire du groupement, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ainsi que les attestations visées aux articles 1-6.1, 1-6.2 et 1-6.3 du CCAP et, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations **du lot désigné en page 1** du présent acte d'engagement dans les conditions ci-après définies et selon la répartition des prestations précisée en annexe au présent acte d'engagement.

Le mandataire du groupement conjoint **est solidaire** de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage, pour l'exécution du marché.

Si le mandataire ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent en tant que représentant et coordonnateur des autres membres du groupement, il est mis en demeure d'y satisfaire suivant les modalités définies au CCAG.

Si cette mise en demeure reste sans effet, par dérogation à l'article 52.7.2 du CCAG, la personne représentant le pouvoir adjudicateur invite les entrepreneurs conjoints à proposer un autre mandataire parmi les membres du groupement, dans le délai d'un mois.

Le nouveau mandataire, désigné par le représentant du pouvoir adjudicateur, est substitué par avenant à l'ancien dans tous ses droits et obligations.

Si la personne représentant le pouvoir adjudicateur récuse le remplaçant, les membres du groupement sont invités à proposer un 2ème candidat dans un délai de un mois.

L'offre ainsi présentée ne **nous** lie toutefois que si l'attribution est effectuée dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée en page 2 du CCAP.

ARTICLE 2. PRESTATIONS ET PRIX

2-1. Détermination des prix

L'offre de prix est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m_0 défini à l'article 3-3.2 du CCAP.

Les modalités de variation des prix sont fixées à l'article 3-3 du CCAP.

Les minima et maxima des lots 1 à 3 de l'accord-cadre à bons de commande sont fixés ainsi pour les 4 années :

Lot n°		Minimum HT	Minimum TTC	Montant Maxi annuel (en € HT)	Montant Maxi sur 4 ans (en € HT)	Montant Maxi sur 4 ans (en € TTC)
Lot 2	État	Aucun	Aucun	2 801 250 €	11 205 000 €	13 446 000 €
	Région	Aucun	Aucun	573 750 €	2 295 000 €	2 754 000 €
Lot 2	Total			3 375 000 €	13 500 000 €	16 200 000 €

Les travaux seront rémunérés par application, aux quantités réalisées, des prix du bordereau de prix du présent lot.

☐ **Groupement conjoint**

Le détail des prestations exécutées par chacun des membres du **groupement conjoint** est joint en annexe au présent acte d'engagement.

2-2. Montant sous-traité

Les demandes d'acceptation de sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance seront effectuées à l'occasion de chaque commande.

Le montant maximal, TVA incluse, de la créance que **je pourrai/nous pourrons** présenter en nantissement ou céder sera limité au montant maximal de chaque bon de commande diminué, éventuellement, de la part sous-traitée.

ARTICLE 3. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

3-1. Durée du marché

La durée du marché est de 12 mois à compter de sa notification.

Les commandes pourront être adressées dès notification du marché jusqu'à l'expiration de cette durée.

La reconduction est tacite.

Le marché pourra être reconduit 3 fois, sans que la durée totale ne puisse excéder 4 ans.

Si le RPA ne souhaite pas reconduire le marché, il doit se prononcer au moins 2 mois avant la fin de la période ferme et de chaque reconduction.

Période	Durée
Période ferme	[De la date de notification du marché] jusqu'à [la veille de la date anniversaire + 1 an]
Reconduction n° 1	[De la date de notification du marché + 1 an] jusqu'à [la veille de la date anniversaire + 2 ans]
Reconduction n° 2	[De la date de notification du marché + 2 ans] jusqu'à [la veille de la date anniversaire + 3 ans]
Reconduction n° 3	[De la date de notification du marché + 3 ans] jusqu'à la [veille de la date anniversaire + 4 ans]

La modalité du passage d'une période à l'autre intervient lorsque la période en cours a atteint soit sa durée maximum fixée ci-dessus, soit son montant maximum indiqué à l'article 2-1. Dans ce dernier cas, dès que le cumul des commandes d'une période dépasse le montant maximum fixé à l'article 2-1, le marché passe automatiquement à la période suivante. La commande à l'origine du dépassement est engagée en totalité sur la nouvelle période.

Le titulaire ne peut refuser les reconductions.

3-2. Durée et délai d'exécution des bons de commande

Le délai d'exécution des travaux afférent à chaque commande, ainsi que son point de départ, seront précisés dans le bon de commande, par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG, le bon de commande précise la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG, les travaux peuvent commencer avant que les prestations de la période de préparation soient entièrement exécutées.

La durée pendant laquelle peuvent s'exécuter les bons de commande ne peut excéder la durée du

marché majorée de 4 mois.

Lorsqu'il s'agit d'interventions urgentes prévues à l'article 4-5 du CCAP, le titulaire pourra être joint au(x) numéro(s) suivant(s) :

Nom de l'entreprise	Personne à contacter	Tél./Fax/Mél.

ARTICLE 4. PAIEMENTS

Les modalités du règlement des comptes du marché sont spécifiées à l'article 3-2 du CCAP.

Entreprise unique

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP) :

[illegible]

Toutefois, le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

 Groupeement solidaire

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP) :

compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
sous le numéro :	
code banque :	
code guichet :	
IBAN	
BIC (par SWIFT)	

☐ Les soussignées entreprises groupées solidaires, autres que le mandataire, donnent par les présentes à ce mandataire qui l'accepte, procuration à l'effet de percevoir pour leur compte les sommes qui leurs sont dues en exécution du marché par règlement au compte ci-dessus du mandataire. Ces paiements seront libératoires vis-à-vis des entreprises groupées solidaires.

Toutefois, le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Grouperment conjoint

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit des comptes (joindre un RIB ou RIP) :

Cotraitant 1																																		
compte ouvert à l'organisme bancaire :																																		
à :																																		
au nom de :																																		
sous le numéro :																									clé RIB :									
code banque :																				code guichet :														
IBAN																																		
BIC (par SWIFT)																																		

Cotraitant 2																																		
compte ouvert à l'organisme bancaire :																																		
à :																																		
au nom de :																																		
sous le numéro :																									clé RIB :									
code banque :																									code guichet :									
IBAN																																		
BIC (par SWIFT)																																		

Cotraitant 3

compte ouvert à l'organisme bancaire :

à :

au nom de :

sous le numéro :

clé RIB :

code banque :

code guichet :

IBAN

BIC (par SWIFT)

Cotraitant 4

compte ouvert à l'organisme bancaire :

à :

au nom de :

sous le numéro :

clé RIB :

code banque :

code guichet :

IBAN

BIC (par SWIFT)

Cotraitant 5

compte ouvert à l'organisme bancaire :

à :

au nom de :

sous le numéro :

clé RIB :

code banque :

code guichet :

IBAN

BIC (par SWIFT)

Toutefois, le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

 Entreprise unique

Le titulaire désigné ci-devant :

☐ **refuse** de percevoir l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP.

☒ **ne refuse pas** de percevoir l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP.

☐ **Groupement solidaire**

Les membres du groupement désignés ci-devant :

☐ **refusent** de percevoir l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP.

☐ **ne refusent pas** de percevoir l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP.

☐ **Groupement conjoint**

N° du cotraitant	Avance prévue à l'article 5-2 du CCAP	
1	<input type="checkbox"/> refusent de la percevoir	<input type="checkbox"/> ne refusent pas de la percevoir
2	<input type="checkbox"/> refusent de la percevoir	<input type="checkbox"/> ne refusent pas de la percevoir
3	<input type="checkbox"/> refusent de la percevoir	<input type="checkbox"/> ne refusent pas de la percevoir
4	<input type="checkbox"/> refusent de la percevoir	<input type="checkbox"/> ne refusent pas de la percevoir
5	<input type="checkbox"/> refusent de la percevoir	<input type="checkbox"/> ne refusent pas de la percevoir

ARTICLE 5. INSERTION PROFESSIONNELLE DES PUBLICS EN DIFFICULTÉ (périmètre État exclusivement)

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et notamment des articles N° 1-6.5 et N°11 relatifs à l'action obligatoire d'insertion,

☐ **m'engage** sans réserve, à :

- réserver, dans l'exécution **du lot désigné en page 1** du présent acte d'engagement, un nombre d'heures de travail au moins égal à celui indiqué à l'article 11-3 du cahier des clauses administratives particulières à des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.
- prendre l'attache du facilitateur de la clause sociale désigné à l'article 11-3.1 du CCAP, afin de préciser ou de définir les modalités de mise en œuvre des clauses sociales. Un plan d'action pourra être élaboré à cet effet avec l'accompagnement du facilitateur.
- fournir dans un délai qui me sera imparti, toutes informations utiles à l'appréciation de la réalisation de l'action d'insertion.
- déclare avoir pris connaissance des pénalités relatives au non-respect de l'obligation de réalisation de l'action d'insertion conformément à l'article 4-4.5 du Cahier des Clauses Administratives Particulières

☐ **nous engageons** sans réserve, en tant que cotraitants **groupés solidaires**, représentés par :

mandataire du groupement, à :

- réserver, dans l'exécution **du lot désigné en page 1** du présent acte d'engagement, un nombre d'heures de travail au moins égal à celui indiqué à l'article 11-3 du cahier des

clauses administratives particulières à des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

- prendre l'attache du facilitateur de la clause sociale désigné à l'article 11-3.1 du CCAP, afin de préciser ou de définir les modalités de mise en œuvre des clauses sociales. Un plan d'action pourra être élaboré à cet effet avec l'accompagnement du facilitateur.
- fournir dans un délai qui me sera imparti, toutes informations utiles à l'appréciation de la réalisation de l'action d'insertion.
- déclare avoir pris connaissance des pénalités relatives au non-respect de l'obligation de réalisation de l'action d'insertion conformément à l'article 4-4.5 du Cahier des Clauses Administratives Particulières



nous engageons sans réserve, en tant que cotraitants **groupés conjoints**, représentés par :

mandataire du groupement, à :

- réserver, dans l'exécution **du lot désigné en page 1** du présent acte d'engagement, un nombre d'heures de travail au moins égal à celui indiqué à l'article 11-3 du cahier des clauses administratives particulières à des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.
- prendre l'attache du facilitateur de la clause sociale désigné à l'article 11-3.1 du CCAP, afin de préciser ou de définir les modalités de mise en œuvre des clauses sociales. Un plan d'action pourra être élaboré à cet effet avec l'accompagnement du facilitateur.
- fournir dans un délai qui me sera imparti, toutes informations utiles à l'appréciation de la réalisation de l'action d'insertion.
- déclare avoir pris connaissance des pénalités relatives au non-respect de l'obligation de réalisation de l'action d'insertion conformément à l'article 4-4.5 du Cahier des Clauses Administratives Particulières

Fait en un seul original

à : le :

Mention(s) manuscrite(s) "lu et approuvé" signature(s) de l'/des entreprise(s) :

☐ ANNEXE N° ____ A L'ACTE D'ENGAGEMENT EN CAS DE GROUPEMENT CONJOINT POUR LES PRESTATIONS DU SECTEUR ETAT

Détail des prestations exécutées par chacun des cotraitants

Nom du mandataire cotraitant 1		Prestations du mandataire - Poste(s) technique(s)
Autres cotraitants		Prestations des autres cotraitants - Poste(s) technique(s)
N°2		
N°3		
N°4		
N°5		

☐ ANNEXE N° ____ A L'ACTE D'ENGAGEMENT EN CAS DE GROUPEMENT CONJOINT POUR LES PRESTATIONS DU SECTEUR EN EXPÉRIMENTATIONS DE MISE A DISPOSITION

Détail des prestations exécutées par chacun des cotraitants

Nom du mandataire cotraitant 1		Prestations du mandataire - Poste(s) technique(s)
Autres cotraitants		Prestations des autres cotraitants - Poste(s) technique(s)
N°2		
N°3		
N°4		
N°5		

